Ebisu

Études japonaises

58 | 2021

**2011-2021 : crises, ruptures et nouvelles dynamiques.
Dix ans après la triple catastrophe du 11 mars**

KAMESAKA Akiko & WALDENBERGER Franz (dir.),
*Governance, Risk and Financial Impact of Mega
Disasters. Lessons from Japan*

Berlin, Springer, 2019, 125 p.

Adrienne Sala

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ebisu/6242>

DOI : 10.4000/ebisu.6242

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2021

Pagination : 365-370

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Adrienne Sala, « KAMESAKA Akiko & WALDENBERGER Franz (dir.), *Governance, Risk and Financial Impact of Mega Disasters. Lessons from Japan* », *Ebisu* [En ligne], 58 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/6242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.6242>

dépossession, produite par la modernité. L'auteur nous laisse la difficile tâche de transformer cette connaissance en action.

Anne GONON
Professeure à
l'université Dōshisha

1. En remplaçant la catastrophe du 11 mars 2011 dans le cadre du processus de modernisation, pour en comprendre l'origine et l'idéologie qui la porte, tout en donnant des outils pour s'émanciper de ce processus idéologique, on peut dire que la recherche de Thierry Ribault s'inscrit dans la tradition de la théorie critique l'École de Francfort et notamment dans la démarche de Horkheimer.

2. Robert N. Proctor, historien des sciences est l'auteur de *Golden Holocaust, la conspiration des industries du tabac*, Paris, Éditions des Équateurs, 2014..

© KAMESAKA Akiko &
WALDENBERGER Franz (dir.),
*Governance, Risk and Financial
Impact of Mega Disasters. Lessons from
Japan*, Berlin, Springer, 2019, 125 p.

Ce livre est le résultat d'un projet de recherche collectif mené en 2016 sur l'impact économique et financier des catastrophes naturelles de grande ampleur (*mega disasters*) au Japon. Il comprend six chapitres. Le premier chapitre (p. 1-13), rédigé par Kamesaka Akiko et Franz Waldenberger, sert d'introduction générale en présentant la problématique globale du livre, autour de laquelle se coordonnent les cinq autres chapitres. Les auteurs partent du constat selon lequel les pertes et les dégâts causés par des catastrophes de grande ampleur ont significativement augmenté depuis les dernières décennies. Par exemple, le Japon, qui est l'un des pays les plus exposés aux séismes, recense, entre 1990 et 2017, 40 % des pertes et des dégâts liés à un tremblement de terre au niveau mondial. À la force destructrice de ces phénomènes s'ajoute la forte concentration des actifs dans les zones à risque expliquant l'ampleur des conséquences

économiques. L'ensemble des contributions porte donc sur l'analyse des impacts financiers et économiques des catastrophes, et en particulier du grand tremblement de terre qui a frappé le Nord-Est du Japon le 11 mars 2011, en intégrant plusieurs niveaux et groupes d'acteurs (investisseurs, entreprises, ménages, autorités publiques).

Le premier chapitre, introductif, traite également des questions soulevées par la faible couverture assurance tremblement de terre des Japonais en comparaison notamment d'autres catastrophes naturelles telles que les typhons. Cette faible couverture est étonnante au regard de l'exposition de l'Archipel aux aléas sismiques. Selon une enquête conduite en 2016 dans les régions les plus frappées par des séismes majeurs, seulement 9 % des PME sont assurées (p. 4). Plusieurs raisons expliqueraient cette faible couverture du risque, dont l'existence depuis 1966 d'une assurance à but non lucratif pour les risques habitation dont les coûts sont pris en charge par l'État, ou encore le déploiement par le gouvernement de différentes mesures de soutien aux PME comme le montre, par exemple, la diminution du nombre des faillites après la triple catastrophe du 11 mars 2011.

Dans le deuxième chapitre (p. 13-35), Tsuda Takahiro analyse la DRF (*Disaster Risk Finance*)

qui regroupe le système public d'assurance tremblement de terre, les exonérations fiscales et les indemnisations liées à la reconstruction, ainsi que les mesures de soutien économique pour les zones sinistrées. Le développement de la DRF représente aussi un moyen pour le gouvernement japonais de jouer un rôle de leader régional et international en faisant valoir son expérience dans le domaine de la couverture et de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles. Cependant, comme le souligne Tsuda, la pérennité de la DRF dans le cas où un autre séisme de grande ampleur frapperait le Japon, est compromise par plusieurs facteurs tels que la soutenabilité de la dette publique, le vieillissement de la population, le contexte économique (stagnation, crise, ou encore récession).

Dans le chapitre trois (p. 35-47), Sato Motohiro propose six scénarios pour analyser l'impact macroéconomique d'une catastrophe naturelle de grande ampleur sur Tokyo en 2020. Le modèle intègre plusieurs variables macroéconomiques telles que la croissance économique, l'inflation, les taux d'intérêt, le solde budgétaire de l'État; les résultats des différents scénarios sont estimés en appliquant la méthode de simulation de Monte-Carlo (méthode visant à calculer une valeur numérique utilisant des

procédés aléatoires) sur la période de 2015 à 2035. L'objectif est de montrer comment ces variables macroéconomiques évolueraient par rapport au scénario de référence qui indique, d'abord, une baisse significative du taux de croissance, suivie d'une reprise économique tirée par les investissements publics dans l'effort de reconstruction. L'auteur déconstruit, dans un premier temps, le scénario de référence grâce à une analyse très synthétique du déficit public japonais qui inclut les effets du vieillissement et des politiques fiscales sur les finances publiques, et présente ensuite les six scénarios qui le conduisent vers la conclusion selon laquelle un autre séisme de grande ampleur porterait un coup fatal aux finances publiques. L'intérêt de l'analyse se trouve sans doute dans le second résultat : même en l'absence d'un nouveau séisme il sera extrêmement difficile de financer le déficit public japonais, laissant entrevoir un scénario grec. Le séisme ne serait qu'un catalyseur de la future crise à venir.

Dans le chapitre quatre (p. 47-81), Julius Weitzdörfer et Simon Bead examinent les conséquences financières du grand tremblement de terre du 11 mars 2011 sur les ménages, en suivant une approche juridique et économique. Les deux auteurs passent en revue les mesures juridiques et politiques appliquées par le

gouvernement pour soutenir la situation financière des ménages à la suite de la catastrophe. L'étude est à la fois qualitative et quantitative, et porte en particulier sur les doubles prêts (*double loan*) proposés par le gouvernement aux ménages sans police d'assurance pour financer la réparation ou la reconstruction de leurs biens. Les auteurs abordent donc la triple catastrophe du 11 mars 2011 sous l'angle de la détresse financière des victimes, en montrant que les situations de surendettement ne résultent pas uniquement de la catastrophe mais aussi de l'application des politiques publiques (dérégulation du marché du prêt aux ménages dans les zones sinistrées, politique sociale inefficace, filet de sécurité à maille large [*wide-meshed safety net*], entre autres). Ils s'inscrivent ainsi dans la continuité des travaux qui mettent en lumière la responsabilité du gouvernement dans les retards ou l'inefficacité des mesures de reconstruction post-catastrophe¹.

Dans le chapitre cinq (p. 81-97), Moridaira Soichiro analyse l'impact du grand désastre du 11 mars 2011 sur les marchés boursiers japonais, et en particulier sur le Tokyo Stock Exchange. Partant du constat selon lequel le désastre a eu un impact limité sur les marchés boursiers en comparaison de la crise financière de 2007-2008, il montre néanmoins que

la relation s'inverse si l'on prend en considération le risque crédit (risque qu'un emprunteur ne rembourse pas tout ou une partie de son crédit aux échéances prévues). L'auteur souligne également les « effets post-catastrophe » (*aftereffects*) comme la détention de liquidités (*cash holdings*) suscitée par le sentiment d'insécurité et amplifiée par les taux d'intérêt bas et la faible inflation. Ensuite, Moridaira prend comme indicateur le risque marché (*market risk*) et l'applique à deux cas d'étude : les compagnies d'électricité et les compagnies d'assurance. Dans le premier cas, il conclut que la dégradation de la valeur des compagnies d'électricité, causée par leur dépendance à l'énergie nucléaire, reflète le risque d'un possible futur accident nucléaire. Dans le second cas, il montre que les compagnies d'assurance ont tiré avantage de la catastrophe.

Enfin, le dernier chapitre (p. 97-114) a vocation à élargir la réflexion au-delà du cas japonais et des aléas de grande ampleur, en développant un cadre analytique adapté à la gouvernance du risque (*risk governance*). Ortwin Renn propose une genèse du risque en donnant une première définition du « risque systémique » par rapport à la « gestion de risque conventionnel », en citant notamment les travaux de Kaufman et Scott² qui ont défini le risque

systémique sur les systèmes financiers et bancaires et analysé les régulations appliquées pour réduire la probabilité de ces risques et leurs dommages ; l'application de ce terme s'est ensuite généralisée à l'environnement et au changement climatique, ou encore aux inégalités socioéconomiques. En mettant en parallèle les risques systémiques et les catastrophes, Renn cherche à rendre compte, en s'appuyant sur une revue de littérature détaillée, de la complexité du phénomène en montrant la difficulté qu'il y a à les anticiper et à les définir, l'absence de solutions efficaces, les désaccords qu'ils suscitent, les changements de grande échelle qu'ils peuvent entraîner, la menace de changement qu'ils peuvent refléter, ou encore les effets entraînés en-dehors du domaine dans lequel le risque est apparu. L'apport de l'auteur réside dans la classification du risque en six catégories, dont la terminologie est inspirée des figures de la mythologie grecque, dans le but de permettre aux « gestionnaires du risque » (*risk managers*) d'élaborer des stratégies efficaces, des réglementations et des politiques publiques capables de surmonter les trois défis de la gestion de risque : complexité, incertitude et ambiguïté (p. 105). Quoi qu'il en soit, l'auteur soulève plusieurs points majeurs – la nature stochastique et non-linéaire des risques systémiques,

l'adéquation des stratégies de gestion du risque, la participation des citoyens et des parties prenantes à la gouvernance du risque, la nature objective et subjective de la résilience – et trouvent un écho utile pour réfléchir au contexte actuel de crise sanitaire liée à la pandémie mondiale de Covid-19.

On l'aura compris, cet ouvrage collectif contribue significativement aux recherches empiriques en économie des catastrophes en traitant plus particulièrement de l'impact financier des désastres au Japon. La coordination scientifique assure un équilibre entre chaque chapitre dont les thèmes et les approches se complètent, permettant ainsi au lecteur de suivre un fil conducteur ; ce qui est appréciable dans le cas d'un ouvrage collectif. On note en particulier la complémentarité entre les quatre premiers chapitres, au sein desquels les auteurs ont abordé chacun un domaine des politiques publiques relatives à la gestion essentiellement financière post-catastrophe, en mettant en lumière, à chaque fois, un problème structurel ou un fait social précédant la catastrophe, permettant ainsi d'éviter un cadrage limité au champ des catastrophes et de rendre compte de la nature systémique du phénomène. Ce que les autorités publiques ont visiblement du mal à intégrer, pour de multiples raisons, et dont l'analyse

appelle un autre travail de recherche. L'ouvrage représente en outre une source de données actualisées précieuse pour quiconque est intéressé par le sujet ; les chapitres 4 et 6 fournissent notamment une liste de références dense.

Néanmoins, bien que les auteurs précisent dès le début que l'ouvrage est délimité au cas japonais, on regrette l'absence d'une introduction générale plus élaborée dans laquelle les contributions seraient situées par rapport à la littérature existante à la fois au Japon et à l'international, dans le domaine de l'économie des catastrophes, de la gestion de risque, de l'économie politique et de la financiarisation. Par exemple, l'industrie de l'assurance est en retrait sur le front des catastrophes naturelles dans de nombreuses régions du monde et de grandes mégalopoles situées dans des zones à haut risques : le Japon ne fait pas figure d'exception. La problématique énoncée dans le premier chapitre introductif aurait pu gagner en profondeur si les auteurs avaient mis le Japon en perspective internationale de façon à montrer les aspects plus substantiels de l'expérience nipponne. Enfin, la présence du dernier chapitre, dont la contribution théorique et analytique est très riche, aurait sans doute gagné davantage en visibilité en figurant au début de l'ouvrage, après l'introduction, et en étant

discuté en rapport avec le cas japonais dans une conclusion générale par les coordinateurs scientifiques.

Adrienne SALA
Chercheure à l'IFRJ-MFJ

1. Cho Ara, « Post-Tsunami Recovery and Reconstruction: Governance Issues and Implications of the Great East Japan Earthquake », *Disasters*, 38 (s2), 2014, p. s157-s178; Kennedy Jim Ashmore Joseph, Babister Elizabeth & Kelman Ilan, « The Meaning of “Build Back Better”: Evidence from Post-Tsunami Aceh and Sri Lanka », *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 16 (1), 2008, p. 24-36.
2. Kaufman George G. & Scott Kenneth E., « What Is Systemic Risk, and Do Bank Regulators Retard or Contribute to It? », *The Independent Review*, 7 (3), 2003, p. 371-391.

© KIMURA Saeko 木村朗子,
Sono go no shinsai bungakuron
その後の震災後文学論 (La post-
théorie de la littérature post-
catastrophe), Tokyo, Seidosha
青土社, 2018, 250 p.

Kimura Saeko, professeure à l'université de Tsuda (Tsuda juku daigaku 津田塾大学), est d'abord une spécialiste de littérature classique japonaise. Ses premiers travaux ont porté sur les œuvres classiques au prisme de la question du genre, avec par exemple *Koi suru monogatari no homosekushuaritī [homosexuality]: kyūteishakai to kenryoku* 恋する物語のホモセクシュアリティー 宮廷社会と権力 (L'homosexualité dans les romans d'amour : la société de cour et le pouvoir, Seidosha, 2008); *Chibusa wa dare no mono ka : Nihon chūsei monogatari ni miru sei to kenryoku* 乳房はだれのものか—日本中世物語にみる性と権力 (À qui appartiennent les seins : sexualité et pouvoir dans les romans médiévaux du Japon, Shin.yōsha, 2009); ou encore *Onna tachi no Heian kyūtei* 女たちの平安宮廷 (Les femmes et la cour de Heian, Kōdansha sensho mechie, 2015). Remarquée pour ses points de vue iconoclastes, elle s'engage après la triple catastrophe du